

Attaques tous azimuts. Le 22 mars, ensemble, résistons.

Le gouvernement multiplie les annonces sur l'ensemble des secteurs de la société : lycées, bac, enseignement supérieur, lycée professionnel fonction publique, formation professionnelle, assurance chômage, SNCF ...

Voici ce qui va changer

Fonction publique :

Ce que le gouvernement annonce :

- Un plan de départ volontaire, 120 000 fonctionnaires en moins.
- Le recrutement privilégié de non titulaires.
- Le salaire au mérite.
- La diminution des instances de représentation du personnel.

Cela va se traduire par :

- La baisse des DGH —dotation horaire globale— attribuée aux établissements ou fermeture de classe dans les écoles. La réforme des lycées et de LP va aussi dans ce sens.
- Cette mesure a déjà commencé depuis 2012 : les maîtres en CDI ont un statut toujours précaire : pas de garantie de rester sur place, pas de garantie de la quotité horaire d'une année sur l'autre.
- Le salaire au mérite : les promotions données au compte-gouttes avec une progres-

**Toi aussi, avec Macron
Liquide le droit**



« "Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres."

Antonio Gramsci.

sion de carrière bloquée pour la plupart. Tout cela dans le cadre du point de la fonction publique gelé jusqu'aux prochaines élections de 2022. Bien entendu PPCR* qui était loin d'être satisfaisant sera envoyé aux oubliettes !!!

* Pour l'enseignement privé c'est déjà le cas : nous avons une sous-représentation représentation spécifique.

* PPCR : parcours professionnel carrière rémunération.

Le 22, Public, Privé, toutes et tous en grève Manifestation intersyndicale partout en France

Parcoursup : 0 voix pour au CSE !

Fait rarissime le ministre a vu sa copie Parcoursup recalée à l'unanimité devant le Conseil supérieur de l'éducation.

Parcoursup c'est :

- la généralisation de la sélection des lycéens par les diverses filières de l'enseignement supérieur.
- l'orientation précoce dès la fin de la seconde puisque les prérequis seront indispensables pour être accepté dans la filière espérée.
- la mise en concurrence des établissements il faudra choisir un « bon établissement qui valorisera le parcours des lycéens.
- le changement de nos pratiques de travail : chaque note va compter pour Parcoursup avec les pressions des élèves, des parents et des directions.

Ce que nous revendiquons :

1. Le dégel de la valeur du point d'indice de la fonction publique, le rattrapage des pertes subies et une hausse des salaires. (- 30 % depuis 30 ans !!!).
2. L'arrêt des suppressions d'emplois, un plan de résorption de la précarité et de création d'emplois en fonction des besoins.
- 3 La défense de notre indépendance passe par la défense du statut de fonctionnaire : être de droit privé nous soumettrait à l'institution et enseigner suivant la doctrine de l'église : cf. le site de Formiris « enseignement et religion ».
4. Le statut de la fonction publique pour les enseignants-es et l'ensemble des personnels des établissements sous contrat avec l'état.

Lycées professionnels antichambre de l'apprentissage ?

Le rapport Calvez-Macron a été remis le 22 février. Au-delà des « 9 leviers » pour « viser l'excellence » ce rapport présente l'apprentissage comme solution miracle de la formation professionnelle. Ce rapport prépare la casse des diplômes en groupes de compétences . L'orientation des élèves vers l'enseignement supérieur reste très problématique.

Ce projet de réforme des LP, la mise en avant de l'apprentissage porte la remise en cause du statut des PLP et des 18 h hebdomadaires.

La réforme des lycées.

Le Ministre annonce la fin des filières au profit d'un lycée à la carte, un bac « maison » — 40 % de la note terminale sera issu du contrôle continu —.

Cela va se traduire par :

Une formation inégalitaire : tous les lycées ne pourront pas proposer toutes les spécialités.

Le choix des spécialités sera déterminant pour l'accès à l'enseignement supérieur, le bon choix sera donc fait en fin de seconde

Le bac devient accessoire puisque la sélection devient l'élément prépondérant.

Les conditions de travail des collègues vont être dégradées : le tronc commun sera surchargé pour laisser plus de moyens aux spécialités, le temps des CCF —contrôles en cours de formation— va devenir important. La question n'est pas quelle matière va y perdre le plus mais combien d'heures les lycées vont perdre alors que la garantie de l'emploi n'existe pas dans l'enseignement privé.

Contre la casse de la SNCF

La volonté du gouvernement de privatiser la SNCF n'a qu'un objectif : passer les profits au privé et nous laisser collectivement payer les investissements passés. Vous avez aimé la privatisation de la Poste, d'EDF ou de GDF avec ses hausses de tarif et la dégradation du service rendu, vous allez adorer celle de la SNCF : hausse des billets et transfert des lignes « moins rentables » vers les collectivités territoriales ... le statut des cheminots n'est que l'écran de fumée de la ruée des vautours vers le marché du rail

C'est maintenant qu'il faut agir et nous mobiliser avec l'intersyndicale. CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CGC, FAFP.